



# UN VENT DE RACISME

souffle dans notre quotidien. Celui qui a un passé de migrant peut très bien le sentir. Qu'il vienne des flics, des politiciens, des collègues ou de passants. Pourtant, cela nous touche tous. Ce racisme n'est pas le produit d'une simple humeur; les politiciens l'exacerbent, on le remarque quotidiennement. Non, ce racisme est une technique du gouvernement. Il poursuit un objectif.

Pendant qu'il sert de *soupape à la frustration* des travailleurs, il met en concurrence ceux qui triment en effet de même tous les jours pour une quelconque crevure. Le racisme nous fait dévier de rechercher la cause de nos problèmes dans ces rapports sociaux oppressants. Parce que ceux-ci nous sont imposés par les mêmes personnes, que l'on soit suisse ou migrant-e.

En revanche, pour les gouvernants, le racisme sert de soutien à l'économie. Des caricatures d'ennemis servent de prétexte pour imposer des lois qui, en fin de compte, assurent une exploitation le plus inconditionnelle possible des migrants: la menace toujours plus quotidienne d'être incarcéré pendant des mois et enfin expulsé cherche à les maintenir en laisse comme force de travail bon marché et flexible. En marge des accords migratoires existants avec de nombreux pays, le ministère de l'économie (beaucoup plus que la xénophobie) décide de qui sera „accueilli“ et qui ne le sera pas (cela, même l'UDC le sait).

Donc, si on accepte la montée du racisme, on ne fait que le jeu des riches et des gouvernants. Si on le refuse et qu'on rencontre les êtres humains non pas au travers de catégories mais comme des individus, on peut y trouver des complices pour combattre des problèmes qui nous sont finalement communs: l'exploitation et l'autorité.

## POSER LES BONNES QUESTIONS

Nous n'avons aucune réponse aux questions du politicien sur les étrangers, le crime et la sécurité. Tout simplement parce que ces questions sont elles-mêmes fausses. Pour nous la question n'est pas, comment l'Etat doit traiter des demandeurs d'asile, des sans-papiers et des "criminels étrangers", mais plutôt: est-ce qu'on veut d'un monde qui enferme les humains entre des frontières, des lois et des murs de prisons? Est-ce qu'on veut d'un ordre social qui livre les hommes à une exploitation sans conditions, qui les enferme pendant des mois et les expulse de force parce qu'ils n'ont pas de papiers d'identité en règle? Est-ce qu'on veut d'une société qui contrôle, isole, exploite, aliène, humilie et finalement *déshumanise*?

Cernées par toute sorte de marchandises, de styles de vie et de nouvelles technologies, ces questions semblent noyées dans le vide spirituel du quotidien. Les contraintes sociales nous poussent à vivre pour le but, au lieu de vivre dans le moment, à bosser pour s'en tenir, à *fonctionner*, sans jamais s'arrêter... comme si tout était fait pour qu'on n'ose pas à poser la question des conditions de vie. La poser sérieusement. Car seule une rupture délibérée ou inattendue avec ce quotidien et ses contraintes nous permettrait de nous demander: pourquoi

donc comme ça et pas autrement, *complètement autrement*? Et pourquoi ne pas faire de ce "*complètement autre*" le point de départ de nos désirs, au lieu de cette triste réalité?

Les questions des politiciens, les votations et les initiatives ne nous intéressent pas, tout simplement, parce qu'ils portent en eux-mêmes la reconnaissance de leur domination. Discuter sur la question, à partir de quelle moment les migrants doivent être expulsés, présuppose déjà en elle-même l'approbation des contrôles, des prisons et des expulsions. Nos questions partent d'un point *complètement différent*. D'un point de vue éthique. D'une sensibilité libertaire et anti-autoritaire. Personne ne doit être enfermé. Personne ne doit être dominé ou exploité. Tout le monde doit être libre d'autoorganiser leur vies. Pour cela, la fin de l'état est nécessaire. L'insurrection contre les autorités est une question de dignité.

C'est pour cela que nous nous reconnaissons dans les révoltes contre l'oppression, que ce soit dans les centres de rétention ou dans la rue. Quand on parle ici d'éthique, ça n'a rien à voir avec des moralisateurs ou des humanistes. Il s'agit de peser nos conditions de vie et nos rêves. Et, en considération de la réalité qui s'oppose à ces dernières comme un rempart, notre décision ne peut qu'être une déclaration de guerre.

**POUR UNE VIE  
SANS PAPIERS NI ÉTATS!  
DÉCHAINONS LA RAGE  
CONTRE TOUTE AUTORITÉ!**

